

Loi d'urgence agricole : Sébastien Lecornu demande aux ministres de consulter les groupes parlementaires

L'entourage du chef du gouvernement a évoqué, jeudi, « le risque que l'ensemble du texte soit rejeté à l'Assemblée nationale », si la réintroduction de deux pesticides est maintenue, comme le prévoit le texte adopté en commission mixte paritaire.



Récolte du maïs à Thun-l'Évêque (Nord), le 29 septembre 2022. PASCAL ROSSIGNOL / REUTERS

Sébastien Lecornu a demandé aux ministres concernés par le projet de loi d'urgence agricole « *de consulter les groupes politiques de l'Assemblée pour recueillir leurs analyse et position* », a fait savoir vendredi son entourage, alors que le gouvernement craint un rejet du texte, malgré le

compromis trouvé, la veille, par les députés et les sénateurs, qui n'a pas apaisé les critiques.

Au terme de plus de six heures de discussion, 14 parlementaires du Sénat et de l'Assemblée nationale, réunis en commission mixte paritaire, ont présenté, jeudi, un texte commun qui comporte des mesures très contestées concernant la gestion de l'eau et la réintroduction de deux pesticides, l'acétamipride et le flupyradifurone, interdits en France mais autorisés dans l'Union européenne, pour une poignée de filières en difficulté. Ce point met dans l'embarras le bloc central, divisé sur la question.

L'entourage de M. Lecornu avait évoqué, jeudi matin, « *le risque que l'ensemble du texte soit rejeté à l'Assemblée nationale* », si cette mesure était maintenue. Le groupe Renaissance doit se réunir en début d'après-midi pour tenter de trouver une position commune, a appris l'Agence France-Presse auprès de ce dernier.

Lire aussi | [Loi d'urgence agricole : accord parlementaire pour favoriser la réintroduction de pesticides interdits et le stockage de l'eau](#)

Le texte comporte aussi un volet très critiqué portant sur la gestion et la gouvernance de l'eau. Les sénateurs ont accepté quelques concessions, mais des mesures comme la modification de la tutelle des agences de l'eau ou le doublement, d'ici à 2035, de la capacité de stockage à des fins agricoles inquiètent la ministre de la transition écologique, Monique Barbut. Le gouvernement peut toujours amender le texte jusqu'à la dernière minute, lors de l'examen définitif du projet.

Lire aussi le décryptage | [Projet de loi d'urgence agricole : le durcissement par le Sénat des articles sur l'eau place le gouvernement dans l'embarras](#)

Le Monde avec AFP

[Réutiliser ce contenu](#)